



Le récent atelier du CTA sur le thème « Rendre l'agriculture ACP de nouvelle génération accessible aux femmes » a identifié sept facteurs de succès essentiels pour permettre aux femmes de bénéficier de l'agriculture : l'accès aux investissements et au financement ; l'accès aux marchés ; le développement des compétences, la mise en réseau et le renforcement des capacités ; l'accès à l'information, aux connaissances et aux technologies ; l'accès à la terre ; la lutte contre les obstacles socioculturels ; et la reconnaissance des femmes (dans la société, dans les politiques et par l'offre et la fourniture de services appropriés).

Ce document, rédigé par Hellen Mukasa, Aurélie Reynier et Lucia Ogunsumi, examine le rôle des systèmes juridiques formels et traditionnels dans l'accès des femmes au foncier et à d'autres moyens de production. Il préconise aussi une série de réformes politiques pour renforcer la position des femmes dans l'agriculture et le secteur agroalimentaire.



## Introduction

Les femmes représentent 43 % de la main-d'œuvre agricole totale des pays en développement, un pourcentage qui va de 20 % en Amérique latine à 50 % en Asie de l'Est et en Afrique subsaharienne (FAO, 2011). Pourtant, elles représentent encore moins de 15 % des propriétaires fonciers (FAO, 2018). En outre, leurs rendements sont généralement inférieurs de 20 à 30 % à ceux des agriculteurs masculins, essentiellement en raison d'un accès plus limité aux moyens de production (essentiellement la terre). Faute d'accès à la terre, les femmes ne peuvent pas recevoir des prêts et des crédits et l'adhésion à certaines organisations agricoles peut même leur être refusée. Autant de facteurs qui soulignent la nécessité de concevoir des politiques foncières innovantes qui répondent aux besoins des femmes et protègent leurs intérêts.

## Tirer parti de l'expérience des juristes

### Le système juridique officiel

L'égalité d'accès à la terre entre les hommes et les femmes est consacré dans la constitution, le droit foncier et le droit familial en matière de mariage, d'héritage et même de divorce de nombreux pays. Les tribunaux de différentes

juridictions veillent au respect de ces textes juridiques, qui interdisent la discrimination à l'égard des femmes et des jeunes filles. L'application des droits conférés par ces lois nécessite toutefois l'accès aux tribunaux. Et c'est là où le bât blesse pour les femmes des régions rurales, qui vivent éloignées des cours et des tribunaux et sont incapables de se retrouver dans le dédale du système judiciaire ou d'obtenir une aide juridique.

En Ouganda, par exemple, l'arriéré judiciaire des tribunaux est de quatre ans. Même avec une aide juridique, une procédure d'action en justice visant à faire valoir ses droits est très coûteuse lorsqu'elle dure plusieurs années.

Promouvoir l'accès aux systèmes juridiques officiels – en tant qu'outil visant à améliorer l'accès des femmes à la terre – reste donc un défi, même si les lois sont pavées de bonnes intentions.

### Systèmes juridiques coutumiers

Le droit coutumier n'est ni formellement documenté ni soumis à un examen législatif. Il est souvent responsable du maintien des inégalités et de pratiques discriminatoires dans l'accès à la terre. En Afrique, les dirigeants culturels, les aînés du village et les chefs de famille sont les gardiens du droit coutumier. En vertu des pratiques sociales et des normes culturelles traditionnelles, les femmes et les jeunes filles possèdent rarement des terres et rares sont celles qui en héritent. En outre, leurs droits d'utilisation des terres ne leur sont acquis que par l'intermédiaire de leur mari ou de leur père. Vu ces limites à leurs droits, les végétaux qu'elles cultivent et le bétail qu'elles élèvent ne leur appartiennent généralement pas non plus. La prédominance du patriarcat dans le droit coutumier garantit aux hommes de la famille que les terres familiales et les richesses qui en découlent demeurent leur propriété.

### Mise en œuvre des systèmes juridiques

En cas de litiges sur la propriété terrienne, survenant souvent à la suite de prises de possession illégale, de querelles de succession et de pratiques d'accaparement des terres, les parties en cause doivent connaître la législation foncière pour régler le différend. Cela pose des difficultés, en particulier pour les femmes. Le droit coutumier est en effet un droit oral, connu exclusivement par les dirigeants

### Messages essentiels

- À l'échelle mondiale, seuls 15 % des propriétaires fonciers sont des femmes.
- Si les lois officielles donnent généralement aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes, elles ne sont pas appliquées de manière cohérente.
- Le droit coutumier a une influence majeure sur l'accès des femmes à la terre.
- Des lois s'imposent pour soutenir activement l'accès des femmes à la propriété foncière, avec notamment le subventionnement des frais liés à l'enregistrement foncier et des approches « location-achat ».
- Les efforts visant à réformer les politiques et les lois sur les droits des femmes doivent être inclusifs et associer à la fois les représentants des femmes et les chefs communautaires.

culturels et les aînés, généralement des hommes. Le droit formel est régi par des lois et n'est accessible que dans des bibliothèques et sur des plateformes juridiques en ligne. Il est en outre rédigé dans un langage juridique qui n'est pas facile à comprendre par tous. L'aide d'un avocat est donc très souvent nécessaire. Cette situation désavantage les femmes, qui souvent ne sont pas en mesure de supporter le coût des conseils juridiques ou de faire entendre leur voix lorsqu'elles ne sont pas accompagnées d'un homme de leur famille. Il n'existe par ailleurs aucun mécanisme permettant de déterminer si le droit formel a la primauté sur le droit coutumier ou l'inverse.

Enfin, l'application des dispositions du droit formel se heurte à l'existence des pratiques coutumières en vigueur, bien connues des communautés et profondément ancrées dans la culture. Ce problème est encore aggravé par le fait que la non-application des dispositions du droit officiel n'entraîne aucune conséquence. Comme on le voit, malgré les bonnes intentions des politiques, les femmes sont toujours peu habilitées à prendre des décisions concernant l'utilisation des terres et à fortiori à posséder des terres.

## Recommandations pour une réforme des politiques

Les décideurs peuvent prendre un certain nombre de mesures pour s'attaquer à ces problèmes.

- Mettre en place une législation facilitant l'enregistrement foncier des femmes qui possèdent des terres. La procédure d'enregistrement des droits fonciers implique en effet généralement des coûts, tels que les droits de timbre et les frais d'enregistrement, ce qui peut constituer un obstacle pour les femmes qui souhaitent faire enregistrer leurs terres car, bien souvent, elles ont peu accès – ou n'ont pas accès – aux revenus du ménage. Subventionner les frais de l'enregistrement de terres au nom d'une femme pourrait donc augmenter le nombre de propriétaires dûment enregistrées.
- Introduire à l'échelle pilote un mécanisme de « location-achat » pour les femmes. En vertu de ce mécanisme, le gouvernement mettrait à la disposition des femmes des terres qu'elles loueraient pour les

cultiver. Elles pourraient en devenir propriétaires après une période de location de cinq ans. Des seuils annuels de productivité pourraient aussi être imposés. Un tel programme pourrait être géré en partenariat avec une institution financière qui aiderait les agricultrices. En outre, les titres fonciers octroyés aux femmes pourraient servir de garantie pour l'obtention de prêts, ce qui leur permettrait d'accroître leur productivité.

- Associer les représentantes des femmes et les chefs des communautés locales à la formulation et la réforme des politiques. C'est en effet aux chefs communautaires que les parties en cause s'adressent en cas de litige foncier. Ces personnes jouent en outre un rôle essentiel dans le respect des normes et des pratiques coutumières. Les impliquer dans le processus de réforme des politiques permet de s'assurer qu'ils comprennent et acceptent la nécessité de mettre en place des politiques foncières plus inclusives et qu'ils jouent ensuite un rôle actif dans le processus de mise en œuvre. Enfin, les chefs communautaires peuvent aussi contribuer à faciliter la compréhension de la politique foncière au sein leur communauté.

## Conclusion

Garantir aux femmes l'égalité d'accès à la terre est essentiel pour l'avenir du développement agricole. Si les droits des femmes sont inscrits dans de nombreuses lois et politiques officielles, ils ne sont pas toujours appliqués comme il le faudrait. L'élaboration de lois et de politiques susceptibles de rapprocher le droit formel du droit coutumier en matière de propriété foncière exige un processus inclusif.

Il y a lieu également d'instaurer un dialogue en vue d'un débat sur les politiques proposées à travers des activités de plaidoyer, des ateliers, des campagnes de sensibilisation et du lobbying. Cette approche fondée sur le dialogue permettra d'élaborer des politiques qui bénéficieront du soutien de tous les membres auxquels elles s'appliquent et qui rapprocheront le droit formel du droit coutumier. Ce faisant, la voie sera ouverte à la participation à part entière des femmes à la sécurité alimentaire dans les pays en développement.



## Références

FAO. 2011. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010–11. Le rôle des femmes dans l'agriculture. Combler le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement*. Rome. Disponible à l'adresse : <https://bit.ly/LL9mfR>.

FAO. 2018. *The Gender Gap in Land Rights*. Rome. Disponible à l'adresse : <https://bit.ly/2QLTXla>.

Cet article a été rédigé dans le cadre d'un processus mené par le CTA visant à documenter et à partager les connaissances pratiques sur les approches agricoles efficaces pour l'agriculture des pays ACP. Il rassemble les connaissances, les enseignements et les expériences pratiques afin de documenter et d'orienter la mise en œuvre de projets axés sur l'agriculture pour le développement.

Dans une série de vidéos, les participants donnent leur point de vue sur les questions soulevées pendant l'atelier. Voir : <https://www.youtube.com/playlist?list=PLv8yRTnf9h7hM3CD0gtgJatMrw56sKFri>

Les produits de l'atelier peuvent être consultés et téléchargés à l'adresse suivante : <https://cgspace.cgiar.org/handle/10568/97710>

## Auteurs

**Hellen Mukasa** est avocate, innovante et active dans le domaine de la justice sociale, ayant huit années de pratique en Ouganda. Elle a cofondé et dirige Lawyers 4 Farmers, une entreprise de justice sociale qui facilite l'accès des agriculteurs à des informations juridiques de base par une plateforme SMS. Elle se passionne pour les questions d'inclusion et d'émancipation des femmes et des jeunes et s'intéresse de très près à l'ODD 16, axé sur la paix, la justice et la mise en place d'institutions efficaces.

**Aurélié Reynier** est diplômée en gestion des connaissances et en médiation numérique. Elle a travaillé pour le CTA en tant que chargée du suivi et de l'évaluation. Elle s'intéresse particulièrement à la capitalisation d'expériences et, de manière plus générale, à l'apprentissage et à la diffusion des connaissances par le biais des plateformes numériques.

**Lucia Ogunsumi** enseigne à l'Institut de recherche et de formation agricoles de l'Université Obafemi Awolowo, à Ibadan au Nigeria. Ses travaux portent sur les stratégies de développement rural, la diffusion de technologies appropriées, l'adoption de ces technologies dans une optique de durabilité, l'amélioration du bien-être des communautés rurales et l'éradication de la pauvreté, avec pour objectifs l'autosuffisance alimentaire et l'amélioration des moyens d'existence.

## Crédits photos

Page 1 (en haut) – Charlie Pye-Smith / CTA ; Page 1 (photos dans l'encadré) – Filippo Brasesco / FAO (en haut), Ahmed Ouoba / FAO (en bas)

## À propos de la collection

Les Technical Briefs du CTA documentent l'expérience et l'apprentissage sur des sujets d'actualité intéressant la communauté de développement agricole ACP. Ils sont conçus comme un guide pratique pour les personnes professionnellement concernées ou fortement intéressées par le sujet.

**Centre technique de coopération agricole et rurale**

**B.P. 380 – 6700 AJ Wageningen – Pays-Bas**

**Tél. : +31 (0) 317 467 100 | Courriel : [cta@cta.int](mailto:cta@cta.int) | [www.cta.int](http://www.cta.int)**

Ce travail a été réalisé avec l'aide financière de l'Union européenne. Toutefois, il reste sous la seule responsabilité de son (ses) auteur(s) et ne reflète jamais les opinions ou les déclarations du CTA ou de ses coéditeurs ou de l'Union européenne ni l'opinion d'un pays ou d'un État membre. L'utilisateur devrait faire sa propre évaluation quant à la pertinence de toute déclaration, argumentation, technique expérimentale ou méthode décrite dans ce travail.

Ce travail est la propriété intellectuelle exclusive du CTA et de ses coéditeurs, et ne peut pas être commercialement exploité. Le CTA encourage sa diffusion à des fins d'étude privée, de recherche, d'enseignement ou autres fins non commerciales, à condition que la reconnaissance appropriée soit faite :

– du droit d'auteur du CTA et du financement de l'Union Européenne en incluant le nom de l'auteur, le titre du travail et l'avis suivant "© CTA 2019 sur financement de l'Union Européenne",

– et que les opinions et déclarations exprimées sont de la seule responsabilité des auteurs, et aucunement celles du CTA ou de ses coéditeurs, ni de l'Union Européenne, en insérant la clause "disclaimer" standard du CTA.

